

Unité Inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 30 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AXXEL BEAUNE (ex AXXEL BEAULIEU)

204 avenue de Colmar
67100 Strasbourg

Références : 2022-572_INSP_AXXEL BEAUNE- Beaulieu-sur-Layon_RAP
Code AIOT : 0006305863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement SCI AXXEL BEAUNE (ex SCI AXXEL BEAULIEU) implanté Anjou Actiparc du Layon 49750 BEAULIEU SUR LAYON. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Pour rappel, l'inspection des installations classées a prodédé une visite d'inspection le 24 mars 2021 sur le site de Beaulieu-sur-Layon. Il a été constaté au cours de ce contrôle des écarts majeures par rapport aux dispositions réglementaires applicables (défense incendie, installations électriques, étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie, consignes relatives à l'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique incendie, exercices de défense contre l'incendie). Ces constats ont été réalisés en présence de la société BNP PARIBAS Real Estate property management France gestionnaire pour le compte la SCI AXXEL BEAULIEU. Un arrêté préfectoral de mise en demeure a donc été pris à l'encontre de la SCI AXXEL BEAULIEU en date du 14 juin 2021.

L'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection le 5 juillet 2022 afin de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021 et les suites données aux autres non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection.

Par courrier du 12 juillet 2022, la société BNP PARIBAS Real Estate property management France a déclaré un changement d'exploitant en application de l'article R. 512-68 du code de l'environnement, pour le compte de la SCI AXXEL BEAUNE (n°SIREN 440532414) dont le siège social est 204 avenue de Colmar, à Strasbourg. La société BNP PARIBAS Real Estate property management France dispose d'un mandat de gestion pour le compte la SCI AXXEL BEAUNE.

Cette déclaration de changement d'exploitant de la SCI AXXEL BEAUNE qui a été effectuée postérieurement à la visite d'inspection du 5 juillet 2022 a conduit au constat que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021 a été notifié à la SCI AXXEL BEAULIEU (n°SIREN 833874449) alors que cette dernière a été radiée le 9 novembre 2018 (cf. source base de données societe.com, infogreffe, etc.). L'arrêté préfectoral de mise en demeure qui est une décision individuelle aurait donc dû être pris à l'encontre de la SCI AXXEL BEAUNE.

Cette déclaration de changement d'exploitant de la SCI AXXEL BEAUNE a fait l'objet d'une instruction de l'inspection des installations classées. Par courrier en date du 30 novembre 2022, il a été proposé au préfet de prendre acte du changement d'exploitant de la plateforme logistique de Beaulieu-sur-Layon au profit de la SCI AXXEL BEAUNE.

Les constats détaillés ci-dessous qui ont été effectués en présence BNP PARIBAS Real Estate property management France, gestionnaire de la SCI AXXEL BEAUNE, tiennent compte de cette situation pour la détermination des suites à donner à la visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIAXXEL BEAUNE (ex SCI AXXEL BEAULIEU)
- Anjou Actiparc du Layon 49750 BEAULIEU SUR LAYON
- Code AIOT : 0006305863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société PARCOLOG GESTION a été autorisée à exploiter sur la commune de Beaulieu-sur-Layon, dans la zone d'activités Anjou Actiparc du Layon, une plate-forme logistique, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation DIDD- 2011-n°91 délivré le 15 mars 2011 et d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD-2011-n°412 délivré le 15 septembre 2011 (classement sous la rubrique principale 1510 de la nomenclature, avec un volume de 471 490 m³). Un changement d'exploitant a été acté par récépissé de déclaration au profit de la société AXXEL BEAULIEU.

L'entrepôt sert de base logistique et de distribution pour les magasins du groupe BOULANGER. L'enjeu principal pour cet établissement est le risque incendie.

La reprise de l'exploitation de l'entrepôt par la SCI AXXEL BEAUNE a été déclarée postérieurement à la visite d'inspection du 5 juillet 2022 .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suite de la visite d'inspection du 24 mars 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.6.4 alinéas 12 à 17	oui	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.1 et point 15 alinéa 1, annexe II, AM du 11/04/2017	oui	Délai 3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 23, annexe II	/	Sans objet
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.2	/	Sans objet
12	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 15/09/2011, article 2	/	Sans objet
2	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 21 alinéa 12 et point 22 alinéas 2 à 4 de l'annexe II	/	Sans objet
4	Exercice de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2011, article point 13 avant dernier alinéa, annexe II	/	Sans objet
7	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.6.3	/	Sans objet
8	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.2.2	/	Sans objet
10	Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 -1614 du 9/12/2015)	/	Sans objet
11	Traitement des eaux pluviales	AP Complémentaire du 15/09/2011, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats réalisés, il ressort que l'établissement ne dispose toujours pas des débits d'eau requis pour la défense incendie. Ce constat avait fait l'objet de plusieurs signalements lors de précédentes visites d'inspection. Au regard de ces constats, il est proposé de prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/09/2011, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux pluviales de voiries et de toiture du site sont collectées et dirigées vers le bassin étanche du site. La canalisation de sortie du bassin est équipée d'un séparateur à hydrocarbures et d'une vanne de sectionnement dont la fermeture permet d'interdire le rejet des eaux en cas de pollution ou d'incendie.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2021, il avait été constaté la dégradation du revêtement assurant l'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction du site. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté que la remise en état de l'étanchéité du bassin de confinement n'était pas effective. Toutefois, l'exploitant a fourni les justificatifs attestant de son engagement à se mettre en conformité : _ un bon de commande signé le 27 juin 2022 pour la réalisation de travaux de mise en conformité _ un planning prévisionnel de réalisation des travaux. La fin des travaux de réfection du bassin de confinement est prévu fin septembre 2022. Par courriel en date du 17/10/2022, l'exploitant a transmis le procès verbal de réception attestant de la réalisation des travaux de remplacement du revêtement étanche du bassin de confinement. Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2011 relatives à l'étanchéité du bassin de confinement sont donc respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 21 alinéa 12 et point 22 alinéas 2 à 4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <u>Point 21 alinéa 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :</u> Les consignes doivent indiquer notamment les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance) de ceux-ci. <u>Point 22 alinéas 2 à 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :</u> L'exploitant doit définir les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés et tenus prêt à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2021, seule la formalisation des consignes de sécurité en cas d'indisponibilité de l'installation sprinklage a été vérifiée. Il a été constaté que l'exploitant n'avait pas défini les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie telles qu'exigées au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il ne disposait d'aucune consigne relative aux dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité des moyens de lutte contre l'incendie tel que précisé au point 21 de l'annexe II de l'arrêté pré-cité. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, l'exploitant a défini les mesures à prendre pendant les périodes d'indisponibilité du système sprinkler. Ces mesures sont notamment l'interdiction des travaux par points chauds, l'information du SDIS49 en cas d'indisponibilité de plus de 12 heures, la mise en place d'une ronde de surveillance renforcée en période de non activité, etc. Ces consignes sont intégrées au plan de défense incendie qui est disponible au poste de garde. Les dispositions des points 21 alinéa 12 et 22 alinéas 2 à 4 sont donc respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.1 et point 15 alinéa 1, annexe II, AM du 11/04/2017
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.1-b de l' AP du 15 mars 2011</u> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p><u>Point 15 alinéa 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :</u> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier du traitement des non-conformités relevées par l'organisme de contrôle lors du dernier contrôle des installations électriques. À la lecture du certificat Q18, il avait été noté que la vérification des installations électriques était partielle.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté qu'un nouveau contrôle périodique des installations électriques a été réalisé fin septembre 2021. L'exploitant a fourni les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ le rapport de contrôle périodique des installations électriques établi le 4 octobre 2021 par l'organisme APAVE. Ce rapport fait état de deux non-conformités et 8 observations formulées. _ le certificat Q18 délivré le 24 septembre 2021 qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. <p>Il a été noté que la société ACTEMIUM a procédé à des travaux de mise en conformité sur les installations électriques. Le jour de la visite, l'exploitant a fourni l'attestation de levée de réserves qui a été établie le 28/06/2022 par la société ACTEMIUM.</p> <p>Toutefois, le certificat Q18 fait état d'une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations suivantes : coupure et essais de différentiels non réalisés dans leur totalité, continuité à la terre des appareils d'éclairage non vérifiée en raison de l'inaccessibilité.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la vérification et l'entretien des postes HT/BT sont réalisés par la société ACTEMIUM. L'exploitant a transmis à l'inspection un document "fiche sécurité chantier" établi par la société ACTEMIUM pour justifier de cet entretien. Toutefois, ce document ne permet pas d'attester que les vérifications manquantes signalées par la société APAVE ont bien été réalisées dans la totalité et selon les normes en vigueur.</p> <p>En conclusion, les justificatifs apportés par l'exploitant répondent partiellement à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir <u>sous un délai de trois mois</u> les justificatifs attestant d'une vérification complète des installations électriques par un organisme de contrôle compétent. Passé ce délai, il sera proposé une suite administrative.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2011, article point 13 avant dernier alinéa, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit organiser un exercice de défense contre l'incendie dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté que l'exploitant a réalisé un exercice de défense contre l'incendie le 29 juin 2022. L'exercice a conduit l'exploitant à tester le schéma d'alerte défini dans le plan de défense incendie, ainsi que certaines fiches réflexes (fonction exploitation-intervention, manœuvre de la vanne de barrage). L'exploitant a fourni le compte-rendu de l'exercice de défense incendie. Il fait état des points positifs et des points d'amélioration. Il a été noté que l'exploitant prévoit la réalisation des exercices de défense contre l'incendie selon une périodicité plus contraignante par rapport aux exigences réglementaires (semestrielle au lieu de tous les trois ans). Cette périodicité est fixée dans le plan de défense incendie du site. Le prochain exercice a été programmé le 19/10/2022. Il a été rappelé à l'exploitant l'objectif des exercices de défense contre l'incendie qui est de mettre en œuvre la stratégie de défense qu'il a établie dans son plan de défense incendie (y compris tester l'ensemble des fiches fonctions, des fiches réflexes et des consignes). Les dispositions du point 13 avant-dernier alinéa de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sont donc respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 23, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie doit être établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p>
<p>Constats : Lors des précédentes visites d'inspection, l'inspection des installations classées avait attiré l'attention de l'exploitant sur les dispositions du point 23 de l'annexe II applicables aux installations existantes au 1er janvier 2020.</p> <p>L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de compléter le plan de défense incendie avec les éléments prévus au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>Lors de la visite du 5 juillet 2022, l'exploitant a transmis la dernière mise à jour du plan de défense incendie (mise à jour du 22 avril 2022). Le schéma d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie est présenté sous la forme d'une fiche réflexe. Elle a été complétée par des consignes en dehors des heures de travail. Toutefois, celui-ci reste incomplet. Il manque notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; _ les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. (exemple: FDS des gels hydroalcooliques). _ le plan des réseaux est schématique et illisible. Il ne permet pas de localiser l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation, les regards de collecte, et les canalisations enterrées et les ouvrages de collecte et dispositifs de traitement des eaux pluviales, le positionnement de la vanne de barrage. <p>=> L'inspection demande à l'exploitant de compléter son plan de défense incendie en intégrant l'ensemble des éléments exigés au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
<p>Observations : Dans le plan de défense incendie, il est défini l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en période ouvrée qui se compose du coordinateur d'évacuation et de 6 unités de sécurité (EPI, SST, Coupure d'urgence, Guide file, Serre file et Vanne de barrage). Il est également défini l'organisation du poste de crise qui se compose de 5 fonctions (directeur des secours, fonction logistique, fonction intervention-exploitation, fonction transmission et fonction observation-relations extérieures).</p> <p>L'organisation mise en place n'apparaît pas opérationnelle. En effet en cas d'absence de la directrice du site ou du responsable d'exploitation, certaines fonctions du poste de crise ne seront plus assurées. En effet, il est noté qu'une seule personne est nommée pour certaines fonctions du poste de crise (exemple - directeur des secours = directeur de site et fonction transmission= responsable d'exploitation). Par ailleurs, certaines personnes cumulent à la fois des missions de sécurité sur le terrain et une fonction dans le poste de crise.</p> <p>=> Il convient que l'exploitant prenne les mesures correctives éventuellement nécessaires pour améliorer son plan de défense incendie et veiller à ce que l'organisation définie soit opérationnelle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.6.4 alinéas 12 à 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Poteaux incendie :</u></p> <p>L'établissement dispose d'une défense incendie des installations, assurée par la mise en place des moyens minimum suivants et accessibles aux services de secours :</p> <p>6 poteaux incendie privés répartis autour du site alimentés par une réserve d'eau incendie de 180 m³ et par le réseau public de la commune de Beaulieu-sur-Layon. Ils sont alimentés de façon à ce que trois d'entre eux puissent fonctionner simultanément et fournir en toutes circonstances un débit total minimum de 180 m³/h, sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p>Les poteaux incendie normalisés (PIN) de diamètre 100 mm, sont implantés à 100 m au maximum des bâtiments et au maximum à 5 m des voies d'accès.</p> <p>Les installations sont utilisables en période de gel.</p> <p>Les agents d'extinction et les débits doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments qui justifient que les produits et les débits d'extinction sont adaptés aux risques.</p> <p>Constats : Les besoins d'eau d'extinction incendie ont été évalués à 270 m³/h pour deux heures d'extinction (soit un volume de 540 m³). Ces besoins en eau incendie doivent être assurés par les 6 poteaux incendie du site alimentés par le réseau public (débit de 180 m³/h en fonctionnement simultané de 3 poteaux incendie) et une réserve d'eau incendie de 180 m³.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté que l'exploitant ne dispose toujours pas des débits en eau incendie requis. Le rapport relatif aux dernières mesures de débit réalisées fait état d'un débit de 80 m³/h en fonctionnement simultané de trois poteaux incendie (cf. rapport S.d.e.r. du 11/01/2022). Dans son mémoire en réponse de juin 2021, l'exploitant indiquait que l'une des trois pompes de la station de surpression alimentant le réseau d'eau public de la communauté de communes de Loire-Layon-Aubance était hors service. Un nouveau test serait réalisé suite aux réparations à effectuer. Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des difficultés rencontrées pour la mise en conformité du réseau de défense incendie. Par courrier du 20 mai 2022, la communauté de communes Loire Layon Aubance en charge de ce réseau a informé la société AXXEL que des investigations complémentaires sont nécessaires et seront menées pour étudier la problématique du réseau de défense incendie et du groupe de surpression et identifier les éventuels travaux à réaliser.</p> <p>En parallèle de ses démarches réalisées auprès de la communauté de communes, l'exploitant a sollicité un devis pour la mise en place d'une réserve d'eau incendie de 360 m³ dans le cas où le réseau s'avérerait toujours défaillant. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté que cette réserve d'eau incendie n'a été ni commandée ni mise en place alors que le réseau est défaillant.</p> <p>Les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 ne sont donc pas respectées.</p> <p>=>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 7.6.4, alinéas 12 à 17, de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011. Il a été rappelé à l'exploitant que la prévention et la protection contre le risque incendie est le principal enjeu des activités de stockage du site. L'exploitant doit prendre les mesures correctives nécessaires pour se mettre en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Détection et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un sinistre ou d'une atmosphère explosive. Il s'agit en particulier du local chaufferie avec la mise en place de détecteurs de fuite de gaz et du local de charge de batteries avec la mise en place de détecteurs d'hydrogène et des détections de fumées qui déclenchent la fermeture des portes EI120 des parois séparatives.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2021, il avait été noté l'absence de détection incendie dans le local chaufferie. Suite à la visite, l'exploitant a transmis le bon commande signé le 7 mai 2021 pour la mise en place de détecteurs de fumée dans le local transformateur électrique et dans la chaufferie. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, l'exploitant a présenté le PV de réception établi par ACTEMIUM attestant de la mise en place de la détection incendie dans le local chaufferie et le poste de transformation. Par courriel en date du 17/10/2022, l'exploitant a transmis les rapports établis par la société LCIV attestant du contrôle annuel et du bon état de fonctionnement de la détection incendie (rapports de visite du 7/09/2021 et du 13/06/2022). Par courriel en date du 17/10/2022, l'exploitant a transmis les rapports de contrôles annuels de la détection incendie, des déclencheurs manuel et des diffuseurs sonores de l'alarme incendie établis par la société LCIV (rapports de visite du 7/09/2021 et du 13/06/2022). Le bon état de fonctionnement des installations a été constaté par l'organisme de contrôle. Toutefois, il préconise la mise en place d'un déclencheur manuel supplémentaire dans l'escalier du personnel. Cette préconisation déjà signalée en 2021 n'a pas été prise en compte. => Il convient que l'exploitant prenne les mesures correctives nécessaires pour y remédier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant recense sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisée ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Par courrier en date du 24 septembre 2018, l'exploitant a fourni l'étude ATEX réalisé par Bureau Veritas (étude du 13/06/2018). L'étude ATEX a identifié des zones ATEX au niveau de la chaufferie gaz et des salles de charge. Elle préconise la mise en place de la signalisation en fonction du zonage, la prise en compte du zonage ATEX par les personnes en charge des achats de matériels, et la vérification des débits des extracteurs mécaniques. Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2021, il a été constaté que les préconisations de l'étude ATEX n'ont pas été prises en compte (absence de signalisation, aucune vérification des débits des extracteurs réalisée,...). L'exploitant ne disposait pas de plan de ces zones et les consignes à observer n'étaient pas affichées dans ces zones. Dans son mémoire en réponse de juin 2021, l'exploitant a apporté la justification du bon dimensionnement des extracteurs d'air des locaux de charge de batteries. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté la mise en place de consignes particulières à l'entrée de chaque local de charge et à l'entrée du local chaufferie pour rappeler ce risque. Par courriel en date du 17/10/2022, l'exploitant a fourni le plan localisant les zones ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le procès verbal de réception des travaux et le rapport de vérification initiale par un organisme compétent et distinct de l'installateur. Il a été rappelé que la vérification initiale a pour objectif de vérifier si les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique foudre.</p> <p>Par courriel en date du 6 avril 2021, l'exploitant a transmis le dossier technique foudre du site comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ le rapport de contrôle technique du 27/02/2012 établi par l'installateur SARL AAAC qui atteste que les installations de protection foudre installées sont conformes aux normes en vigueur. _ le bon de commande signé le 2/04/2021 pour la réalisation d'une vérification initiale. <p>Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ le rapport de vérification complète initiale réalisée le 20 avril 2021 par la société RG consultant. Ce rapport fait mention de 8 réserves. En particulier, il est noté que la couverture des différents paratonnerres ne permet pas de couvrir l'intégralité du bâtiment et les installations ne sont pas protégées conformément aux exigences de l'étude technique. Un chiffrage des travaux est en cours. _ le plan prévisionnel de levée de réserve du 13/06/2022 établi par RG Consultant. Ce plan prévoit une mise à jour de l'Analyse Risque Foudre (ARF) et de l'Etude Technique Foudre (ETF), la réalisation des travaux de mise en conformité et d'une nouvelle vérification complète. L'intervention est programmée pour mi-juillet 2022. _ le bon de commande signé le 28 juin 2022. <p>Par courriel du 17/10/2022, l'exploitant a indiqué que les travaux de conformité ont été décalés en raison du COVID et finalisés le 14/10/2022. La vérification complète post travaux est programmée le 21/10/2022.</p> <p>=>L'inspection des installations classées prend note des engagements pris par l'exploitant. Les justificatifs attestant de la levée des réserves, la mise à jour des études ainsi que les résultats de la vérification complète sont à transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 -1614 du 9/12/2015)

Thème(s) : Situation administrative, Droits acquis

Prescription contrôlée :

I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ;

2° L'emplacement de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

Article L.513-1 alinéa 1 : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.

Constats : Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées est entré en vigueur au 1er janvier 2021. Ce décret n°2020-1169 a modifié le libellé de la rubrique 1510 et celui des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662, et 2663 afin que toutes les installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de tout type de matières ou produits combustibles soient classées au titre de la rubrique 1510, hormis quelques exceptions prévues dans son libellé. Par ailleurs, le décret a relevé le seuil du régime de l'autorisation au profit de l'enregistrement.

Par courrier en date du 9 juin 2021, l'exploitant a transmis une mise à jour du classement des activités du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur. Selon les informations données par l'exploitant, le classement évolue de la façon suivante :

_ rubrique 1510 : volume inchangé mais régime de classement modifié (autorisation bascule enregistrement),

_ les autres stockages de matières combustibles visées ou classées précédemment au titre des rubriques 1530, 1532, 2663-1 et 2663-2 sont désormais classés au titre de la rubrique 1510.

Selon le guide entrepôt (version 2021), les installations existantes 1510 avec un régime modifié dont la demande d'autorisation a été présentée entre le 17 avril 2010 au 1er juillet 2017 sont réglementées par les dispositions de l'annexe IV point II dans sa version en vigueur au 31/12/2020, complétées par celles de l'annexe VII point I et de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié. C'est le cas pour les cellules 1 à 6 de l'entrepôt qui ont été autorisées par AP du 15/03/2011.

Par courrier en date du 13/07/2022, l'exploitant a apporté des précisions sur le volume de l'IPD actuellement exploitée et les volumes et les tonnages de matières combustibles présents dans l'IPD actuellement exploitée.

Les éléments fournis sont en cours d'instruction. Il y aura lieu d'actualiser le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15/03/2011. Cette mise à jour sera proposée ultérieurement.

Observations : La déclaration d'antériorité au titre de la rubrique 1510 fait état d'une installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage de matières combustibles (IPD) d'un volume de 471 490 m³, correspondant au volume de l'entrepôt constitué à l'origine de 8 cellules de stockage. Or depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral du 15/03/2011, deux cellules de stockage n'ont pas été construites. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été noté que la construction de ces deux cellules ne sera pas menée à court terme en raison du contexte économique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/09/2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux pluviales de voiries et de toiture du site est collecté et dirigé vers le bassin étanche du site. La canalisation de sortie du bassin est équipée d'un séparateurs à hydrocarbures et d'une vanne de sectionnement dont la fermeture permet d'interdire le rejet des eaux en cas de pollution et ou d'incendie. Les installations sont réalisées de manière à ce que la fermeture de la vanne n'entraîne pas de dysfonctionnement du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Ce dispositif doit permettre d'obtenir en permanence les valeurs de rejets fixées à l'article 4.3.3-b de l'arrêté préfectoral du 15/03/2011 (MES 30 mg/L et HCT 5 mg/L). Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les rapports attestant de l'entretien annuel et du bon état de fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures et de l'élimination des boues d'hydrocarbures en tant que déchets (rapports OSIS du 22/10/2021 et du 22/06/2022, BSDD CHIMIREC du 22/06/2022). Les rapports justifient également de l'entretien annuel et de la vérification du bon état de fonctionnement de la vanne de sectionnement.</p> <p>L'exploitant a également fourni les dernières analyses effectuées "en sortie séparateur" par la société INOVALYS en date du 22/06/2022. Les résultats sont conformes (inférieurs aux VLE).</p>
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été noté que la fermeture de la vanne de sectionnement est asservie au fonctionnement de l'installation sprinklage. Les rapports OSIS ne font pas état de test de fonctionnement de l'asservissement.</p> <p>=> Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que cet asservissement soit périodiquement testé lors de la vérification du fonctionnement de la vanne de sectionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée : Les mesures des niveaux d'émission sonore de l'établissement seront renouvelées à l'occasion de toute modification notable des installations ou des conditions d'exploitation et au minimum tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non-respect des prescriptions qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats en précisant les mesures prises ou prévues pour y remédier.</p>
<p>Constats : L'exploitant a procédé à un contrôle des niveaux sonores de son entrepôt en 2021. Le rapport de contrôle acoustique du 23 mars 2021 a été établi par la société APAVE. Ce rapport fait état de la conformité des installations (respect des émergences réglementaires et des valeurs limite de bruit en limite de propriété). Toutefois, il apparaît que le calcul des émergences repose sur des mesures de bruit résiduel qui apparaissent non représentatives du bruit sans l'activité de l'établissement. En effet, les mesures de bruit résiduel ont été effectuées au point 6 alors que l'établissement était en fonctionnement. Il n'est pas démontré que le point 6 n'est pas sous l'influence du bruit de l'entrepôt. Il apparaît assez proche du point 5 retenu pour la mesure de bruit ambiant. Or, selon la définition du bruit résiduel, il s'agit de l'ensemble des bruits habituels en l'absence du bruit de l'entreprise. Il a été rappelé que pour les sites fonctionnant en continu, les mesures de bruit résiduel peuvent être planifiées au cours des périodes d'arrêt annuel par exemple.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une campagne de mesure de bruit selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les résultats de cette campagne devront être transmis à l'inspection avec les préconisations du bureau d'étude en cas de dépassements des valeurs limites réglementaires de bruit et un plan d'actions avec les délais de mise en œuvre.</p>
Observations : La technique du point masqué (mesure dans une zone présentant les mêmes caractéristiques de bruit de fond mais n'étant pas impactée par le bruit généré par le site) peut être réalisée sur justification.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet